

LA REPUBLIQUE DES DEFICITS

Nicolas Baverez

La France, dans le droit fil des conclusions du G20, a choisi de prolonger en 2010 le soutien de l'activité par les déficits publics afin de consolider la reprise. Au solde négatif de l'Etat de 116 milliards d'euros s'ajoute le creusement du déficit de la Sécurité sociale à 30 milliards d'euros, sur fond de baisse des prélèvements (40,7% du PIB) du fait de la récession. Les dépenses publiques atteindront l'an prochain 56% du PIB et le déficit 8,5% du PIB, très au-delà des niveaux atteints lors des dernières récessions (6,2% du PIB en 1993). La crise entraîne ainsi une dégradation des finances publiques et une étatisation de l'économie sans précédent. La conséquence immédiate est l'explosion de la dette, qui approchera 100% du PIB en 2012, situation inconnue en période de paix. Encore ces chiffres n'incluent-ils ni la dette sociale (140 milliards d'euros à fin 2010), ni les engagements de retraite des fonctionnaires (900 milliards d'euros), ni le grand emprunt dont les doutes qui entourent son utilité économique et sociale sont proportionnels à son coût, compris entre 1 et 5% du PIB.

La stratégie de soutien de la demande par l'investissement a été rattrapée par la dérive clientéliste qui domine la vie politique française depuis 1981. Le contenu des dépenses n'est pas moins important que leur niveau. Or force est de constater que la sortie de crise, loin de préparer l'inévitable normalisation de la politique économique, s'accompagne d'une floraison d'engagements catégoriels coûteux pour l'Etat, qui ne répondent ni aux besoins de l'économie, ni à l'intérêt général. La plus emblématique est la baisse de la TVA pour les restaurateurs, qui ont détourné à leur seul profit 3 milliards d'euros au détriment des consommateurs et des contribuables. La compensation énergie-climat introduit le principe d'une hausse continue de dépenses au service de la décroissance. Enfin, la création du RSA jeunes pour plus d'un milliard d'euros, au moment où les évaluations concluent à une médiocre efficacité du RSA, institutionnalise l'assistanat comme mode d'entrée dans l'âge adulte.

La crise masque une exception française insoutenable des finances publiques. La mobilisation planétaire de la politique économique pour sauvegarder les banques et conjurer le risque de déflation a provoqué dans tous les pays développés un gonflement vertigineux des déficits et de la dette, qui correspondra à leur produit national entre 2012 et 2015. La France se distingue toutefois par trois caractéristiques. Elle est le seul des grands pays développés dont le dernier excédent budgétaire remonte à 1973. Son déficit structurel culmine à un niveau record de 6,2% du PIB, très largement au-dessus de l'Allemagne (3%) et de l'Italie (2,8%). Enfin, les dépenses publiques sont couvertes à 40% par l'emprunt. Pour ces raisons, la France présente, après le Japon, les finances publiques les plus dégradées du monde développé. Le vieillissement démographique et la sous-compétitivité créent un sérieux doute sur la capacité du pays à honorer ses

engagements. Plus qu'un déséquilibre financier, la dette constitue le socle d'un modèle économique insoutenable, où les transferts sociaux alimentent une consommation tournée vers les importations tandis que l'offre compétitive ne cesse de s'étioler. Le déficit extérieur est ainsi le pendant des déficits publics.

Jacques Rueff soulignait à juste titre qu'« il n'y a pas de déficits sans pleurs » : loin de favoriser la croissance, la dette publique enferme la France la croissance molle et le chômage de masse. Sur le plan financier, il est irresponsable de soutenir qu'il n'y a pas de limite à l'endettement public au lendemain de l'éclatement de la bulle sur du crédit privé. Et ce au moment où la principale menace qui pèse sur la reprise naît de la nouvelle bulle autour des emprunts lancés par les Etats, qui crée un risque de krach obligataire. Sur le plan économique, les déficits d'aujourd'hui sont les impôts et les chômeurs de demain. Le remboursement de la dette bloque durablement la croissance potentielle de l'économie française à 1%, en dessous du seuil à partir duquel elle crée des emplois, ce qui installera le chômage au-dessus de 10% de la population active. Le Japon en offre une saisissante illustration, dont l'envolée de la dette jusqu'à 170% du PIB est allée de pair avec quinze ans de croissance zéro et le chômage permanent. Sur le plan civique, la dette réduit les citoyens à la condition de clients se disputant les subsides de l'Etat-providence, tout en créant les conditions d'une guerre entre les générations, à l'image de l'Islande confrontée à l'exil de sa jeunesse à la suite de sa banqueroute. Sur le plan européen enfin, le dérapage financier de la France est gros d'une divergence et d'un déclassement face à l'Allemagne qui a inscrit dans la Constitution le principe du retour à l'équilibre de ses comptes publics.

La reprise du contrôle des finances publiques françaises ne peut être reportée après l'élection présidentielle de 2012. Un renversement brutal de politique économique fondé sur le resserrement monétaire et le rééquilibrage des finances publiques aurait des résultats désastreux, comme le montre la rechute de 1937 aux Etats-Unis provoquée par l'interruption prématurée du New Deal. Sans cesser le soutien à l'économie, nombre d'Etat européens ont cependant amorcé la normalisation de la politique économique, le Royaume-Uni par des coupes dans les dépenses, l'Espagne par des hausses d'impôt à hauteur de 11 milliards d'euros. La croissance, limitée à 1% pour de longues années, ne suffira pas à solder trois décennies de consommation à crédit augmentées du coût de la crise. La stabilisation des dépenses de l'Etat n'est plus à la mesure des enjeux. Il faut désormais réduire les dépenses publiques en renonçant au grand emprunt et en mettant un terme à l'envolée des transferts et des déficits sociaux (60 milliards en deux ans) comme à la dérive suicidaire des finances locales : la priorité n'est pas aux élus uniques mais à la réduction des niveaux d'administration et à la clarification de leurs compétences et de leurs financements. La sortie de crise comme la rupture passent par l'éradication de la culture de la dépense publique.